

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

5 DÉCEMBRE 1952.

PROJET DE LOI

concernant l'introduction dans la législation nationale, de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur.

AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT
AU TEXTE
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 10.

Supprimer le dernier alinéa du numéro 1.

JUSTIFICATION.

L'article 443 du Code de Commerce prescrit aux receveurs de l'Enregistrement d'envoyer au président du tribunal de commerce dans le ressort duquel le protêt a été fait un tableau des protêts des lettres de change acceptées et des billets à ordre enregistrés dans le mois. A ce tableau figurent également les déclarations de refus de paiement des lettres de change acceptées et des billets à ordre. (*Ann. parl. Chambre des Représentants 1869-1870, p. 17.*)

En vertu du texte du dernier alinéa du § 1 du projet de loi, toutes les déclarations remplaçant les protêts, qu'elles aient pour objet des lettres de change acceptées ou non acceptées, seraient transcrites sur un registre public. Ce registre public ne serait pas distinct du tableau des protêts existant actuellement (*Doc. Parl. Sénat, session 1947-1948, Doc. 40, p. 13.*)

Une première remarque s'impose : si l'on admettait cette disposition qui vise donc à faire également publier les déclarations de refus d'acceptation et celles de refus de paiement se rapportant à des lettres de change non acceptées, il faudrait certainement que l'article 443 du code de commerce fut amendé pour être rendu applicable à tous les protêts, y compris ceux qui ont trait aux refus d'acceptation et aux refus de paiement de lettres de change non acceptées.

Mais dans ces deux derniers cas on n'aperçoit pas l'intérêt que présente cette publicité tant en ce qui concerne les protêts que les déclarations qui en tiennent lieu.

En effet, le but de l'article 443 du code de commerce est, d'une part,

Voir :

133 (1947-1948) : Projet de loi amendé par le Sénat.
207 (1947-1948) : Amendements.
179 (1951-1952) : Rapport.
304, 314 et 522 (1951-1952) : Amendements.

Annales de la Chambre :

26 mars 1952.

5 DECEMBER 1952.

WETSONTWERP

betreffende de invoering, in de nationale wetgeving, van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes en betreffende haar inwerkingtreding.

AMENDEMENTEN
INGEDIEND DOOR DE REGERING
OP DE TEKST
VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Art. 10.

Het laatste lid van nummer 1 weglaten.

VERANTWOORDING.

Artikel 443 van het Wetboek van Koophandel bepaalt dat de ontvangers der Registratie aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel in wier rechtsgebied het protest is geschied een tabel van de protesten van de geaccepteerde wisselbrieven en van de orderbriefjes die in de loop der maand werden geregistreerd moet zenden. Op deze tabel wordt ook melding gemaakt van de verklaringen waarbij de betaling van de geaccepteerde wisselbrieven en van de orderbriefjes geweigerd werd (*Parl. Handelingen, Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1869-1870, blz. 17.*)

Krachtens de tekst van het laatste lid van § 1 van het wetsontwerp zouden alle verklaringen ter vervanging van de protesten, ook al hadden ze betrekking op geaccepteerde, dan wel op niet-geaccepteerde wisselbrieven, overgeschreven worden in een openbaar register. Dit openbaar register zou niet verschillen van de thans bestaande tabel van de protesten (*Parl. Stukken Senaat, zitting 1947-1948, Stuk 40, blz. 13.*)

Een eerste opmerking dringt zich op : moest men deze bepaling, die er dus toe strekt de verklaringen van weigering van acceptatie en de verklaringen van weigering van betaling welke betrekking hebben op niet-geaccepteerde wisselbrieven eveneens bekend te maken, aannemen, dan zou men zeker artikel 443 van het wetboek van koophandel moeten wijzigen, opdat het zou toepasselijk gemaakt worden op alle protesten, met inbegrip van die welke betrekking hebben op de weigering van acceptatie en op de weigering van betaling van niet-geaccepteerde wisselbrieven.

Maar in die twee laatste gevallen merkt men niet het belang van deze bekendmaking, zomin wat betreft de protesten als de verklaringen welke ze vervangen.

Artikel 443 van het wetboek van koophandel beoogt inderdaad, aan

Zie :

133 (1947-1948) : Wetsontwerp gewijzigd door de Senaat.
207 (1947-1948) : Amendementen.
179 (1951-1952) : Verslag.
304, 314 en 522 (1951-1952) : Amendementen.

Handelingen van de Kamer :

26 Maart 1952.

de permettre aux tribunaux de commerce de connaître les cessations de paiement des commerçants et d'user du droit que la loi leur attribue de déclarer les faillites d'office et, d'autre part, de permettre aux commerçants de connaître la situation de leurs débiteurs (*Pandectes belges*, Failli-Faillites, n^o 297 et suivants). A ce propos, il est dit dans les *Novelles* « De la lettre de change et du billet à ordre » (n^o 960) ce qui suit :

« C'est en vue de permettre aux tribunaux de commerce de mieux s'acquitter de la mission qui leur est dévolue de déclarer la faillite d'office que cette publicité a été organisée.

» Le protêt faute de paiement d'une lettre de change acceptée (ou d'un billet à ordre) est considéré comme l'indice principal de cessation de paiement. »

Il apparaît dès lors que le dernier alinéa du § 1 de l'article 10 du projet de loi peut être supprimé.

Art. 20.

Remplacer le texte de l'article 93 par ce qui suit :

« Art. 93 : *L'endossement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre transfère au bénéficiaire de l'endos les sûretés personnelles et réelles, notamment les privilèges et l'hypothèque, qui en garantissent le paiement.*

» *Sauf dispositions contraires du contrat d'ouverture de crédit, les porteurs des lettres de change et billets à ordre créés ou endossés conformément aux stipulations de ce contrat, profitent des sûretés qui garantissent l'ouverture de crédit, à concurrence du montant qui restera dû en vertu de celle-ci.*

» *Si les sûretés sont insuffisantes pour couvrir le créateur et les tiers, porteurs des lettres de change et des billets à ordre, ces tiers seront payés par préférence au créateur et, le cas échéant, au marc le franc.* »

JUSTIFICATION.

La doctrine et la jurisprudence admettent que les garanties autres qu'hypothécaires, attachées à la lettre de change même, sont également transférées par l'endossement. Pour admettre cette extension elles se basent notamment sur les travaux préparatoires de la loi du 20 mai 1872 (*Novelles*, Lettre de change, n^o 660; *Novelles*, Droit bancaire, Ouverture de crédit, n^o 593). L'article 22 du projet de loi abrogeant la loi du 20 mai 1872, il est opportun que la loi nouvelle mentionne expressément que toutes les garanties qui assurent le paiement d'une lettre de change sont transmises par l'endossement.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 93 nouveau amendé introduisent la disposition de l'alinéa 2 de la loi du 20 mai 1872, mais dans une rédaction plus claire.

Il a été signalé à la Commission de la Justice du Sénat que les dispositions de l'alinéa 2 de la loi du 20 mai 1872 n'ont pas de portée pratique (*Doc. parl. Sénat*, n^o 40, session 1947-1948, p. 31).

Si, à juste titre, ce texte a paru peu compréhensible, il n'en reste pas moins vrai qu'un très grand nombre d'organismes réescompteurs — notamment la Banque Nationale de Belgique et l'Institut de Récompte et de Garantie — s'appuient sur ce texte pour la conclusion de très nombreuses et importantes opérations. Sa suppression provoquerait une perturbation réelle dans l'édifice du crédit bancaire du pays.

Il serait, d'autre part, contre indiqué de chercher à remédier à la situation en modifiant l'article 80 de la loi hypothécaire. Le siège de la matière, c'est-à-dire les effets de l'endossement, se trouve bien dans la loi sur la lettre de change; en outre, il s'agit également de garanties autres qu'hypothécaires.

Comparé au texte de l'alinéa 2 de l'article 26 de la loi du 20 mai 1872, le troisième alinéa de l'article 93 nouveau amendé ne constitue qu'un complément qui consacre les principes actuellement admis, pour les cas où les sûretés seraient insuffisantes pour couvrir le créateur et les tiers porteurs : d'une part les tiers porteurs doivent être préférés au créateur (« qui garantit ne peut évincer »), d'autre part l'égalité de traitement doit régner entre les porteurs sans tenir compte de la date de la création des effets ou des endos.

Pour le Ministre de la Justice :
Le Ministre de l'Agriculture,

de ene kant, de rechtbanken van koophandel er toe in staat te stellen de handelaars te kennen die hun betalingen staken en gebruik te maken van het hun door de wet toegekende recht om ambtshalve de faillissementen uit te spreken en, aan de andere kant, de handelaars in staat te stellen de toestand van hun schuldenaars te kennen (*Pandectes belges*, Failli-Faillites, n^o 297 en volgende). Dienaangaande wordt er in *Novelles* onder de rubriek « De la lettre de change et du billet à ordre » (n^o 960) gezegd : « C'est en vue de permettre aux tribunaux de commerce de mieux s'acquitter de la mission qui leur est dévolue de déclarer la faillite d'office que cette publicité a été organisée.

» Le protêt faute de paiement d'une lettre de change acceptée (ou d'un billet à ordre) est considéré comme l'indice principal de cessation de paiement. »

Het blijkt derhalve dat het laatste lid van § 1 van artikel 10 van het wetsontwerp mag weggelaten worden.

Art. 20.

De tekst van artikel 93 vervangen door wat volgt :

« Art. 93 : *Het endossement van een wisselbrief of van een orderbriefje draagt de persoonlijke en zakelijke zekerheden, onder meer de voorrechten en de hypotheek die de betaling er van waarborgen, op de geëndosseerde over.*

» *Behoudens andersluitend beding van het contract van kredietopening genieten de houders van de wisselbrieven en orderbriefjes, welke, overeenkomstig de bepalingen van dit contract, werden getrokken of geëndosseerd, de zekerheden die de kredietopening waarborgen, tot het beloop van het bedrag dat krachtens deze laatste zal verschuldigd blijven. Volstaan de zekerheden niet om de crediteur en de derden, houders van de wisselbrieven en van de orderbriefjes, te dekken, dan worden die derden nog vóór de crediteur betaald en, desgevallend, pondspondsgewijs.* »

VERANTWOORDING.

Het wordt door de rechtsleer en de rechtspraak aangenomen dat andere waarborgen dan hypothecaire waarborgen, welke aan de wisselbrief zelf verbonden zijn, eveneens door het endossement worden overgedragen. Om deze uitbreiding aan te nemen steunen ze namelijk op de voorbereidende werkzaamheden van de wet van 20 Mei 1872 (*Novelles*, Lettre de change, n^o 660; *Novelles*, Droit bancaire, Ouverture de crédit, n^o 593). Daar artikel 22 van het wetsontwerp van 20 Mei 1872 opheft, past het dat de nieuwe wet uitdrukkelijk zou vermelden dat alle waarborgen die de betaling van een wisselbrief verzekeren door het endossement overgedragen worden.

De leden 2 en 3 van het geamendeerd nieuw artikel 93 voeren de bepaling van lid 2 van artikel 26 van de wet van 20 Mei 1872 in, maar klaarder weergegeven.

De Commissie van Justitie van de Senaat werd er op gewezen dat het in lid 2 van de wet van 20 Mei 1872 bepaalde geen praktische betekenis heeft (*Parl. Stukken Senaat*, n^o 40, zitting 1947-1948, blz. 31).

Zo deze tekst te recht weinig verstaanbaar leek, is het niet minder waar dat een zeer groot aantal herdisconto-instituten — onder meer de Nationale Bank van België en het Herdisconterings- en Waarborg-instituut — op deze tekst steunen om zeer talrijke en belangrijke verichtingen af te sluiten. Het opheffen van deze tekst zou in het stelsel van het bankkrediet van het land een ware stoornis teweegbrengen.

Aan de andere kant zou het alles behalve aangewezen zijn moest men deze toestand zoeken te verhelpen door artikel 80 van de hypotheekwet te wijzigen. De kern van de zaak, d.w.z. de gevolgen van het endossement, ligt toch wel in de wet op de wisselbrief; bovendien gaat het ook om andere waarborgen dan hypothecaire waarborgen.

Wanneer men het vergelijkt met de tekst van lid 2 van artikel 26 van de wet van 20 Mei 1872, vormt het derde lid van het geamendeerd nieuw artikel 93 enkel een aanvulling, waarin de thans aangenomen principes gehuldigd worden, voor de gevallen waarin de zekerheden onvoldoende zouden zijn om de crediteur en derde houders te dekken : aan de ene kant moeten de derde houders voorrang hebben op de crediteur (« qui garantit ne peut évincer »); aan de andere kant moet er, voor de houders, een gelijke behandeling gevolgd worden, zonder rekening te houden met datum waarop het handelspapier werd gecreëerd of met de datum van de endossementen.

Voor de Minister van Justitie :
De Minister van Landbouw,

Ch. HÉGER.